



**Participation
du premier ministre Jean Chrétien
à la
Conférence internationale
des Nations unies
sur le financement du
développement**

Monterrey (Mexique)

du 20 au 22 mars 2002

Cahier d'information



Imprimé sur du
papier recyclé



DOCS
CA1 EA 2002P16 EXF
Participation by Prime Minister
Jean Chretien in the United Nations
International Conference on
Financing for Development Mo
16381899

Table des matières

Renseignements généraux

La Conférence internationale des Nations unies sur le financement
du développement 7

Les relations entre le Canada et le Mexique 11

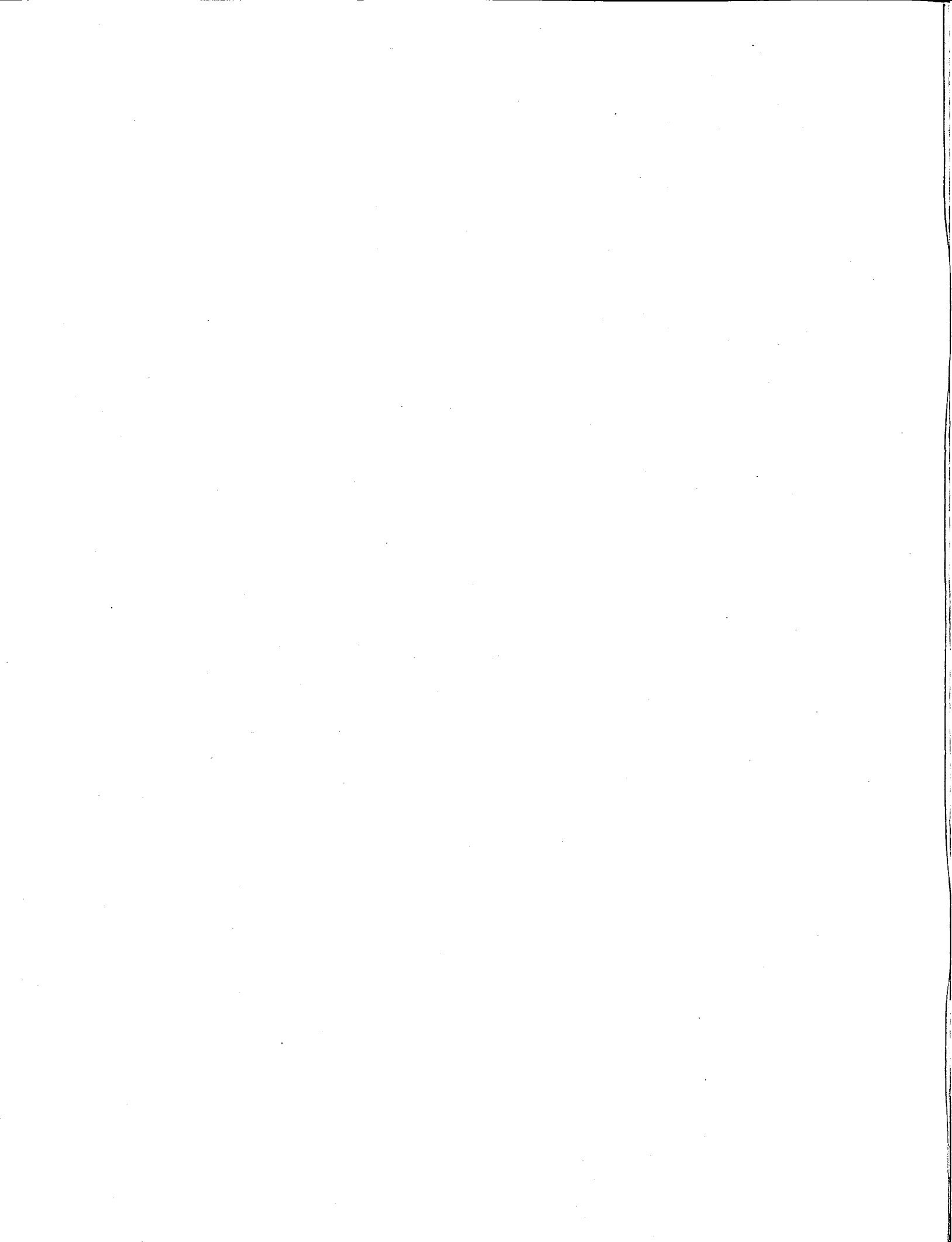
Mexique (fiche technique) 14

Monterrey 15

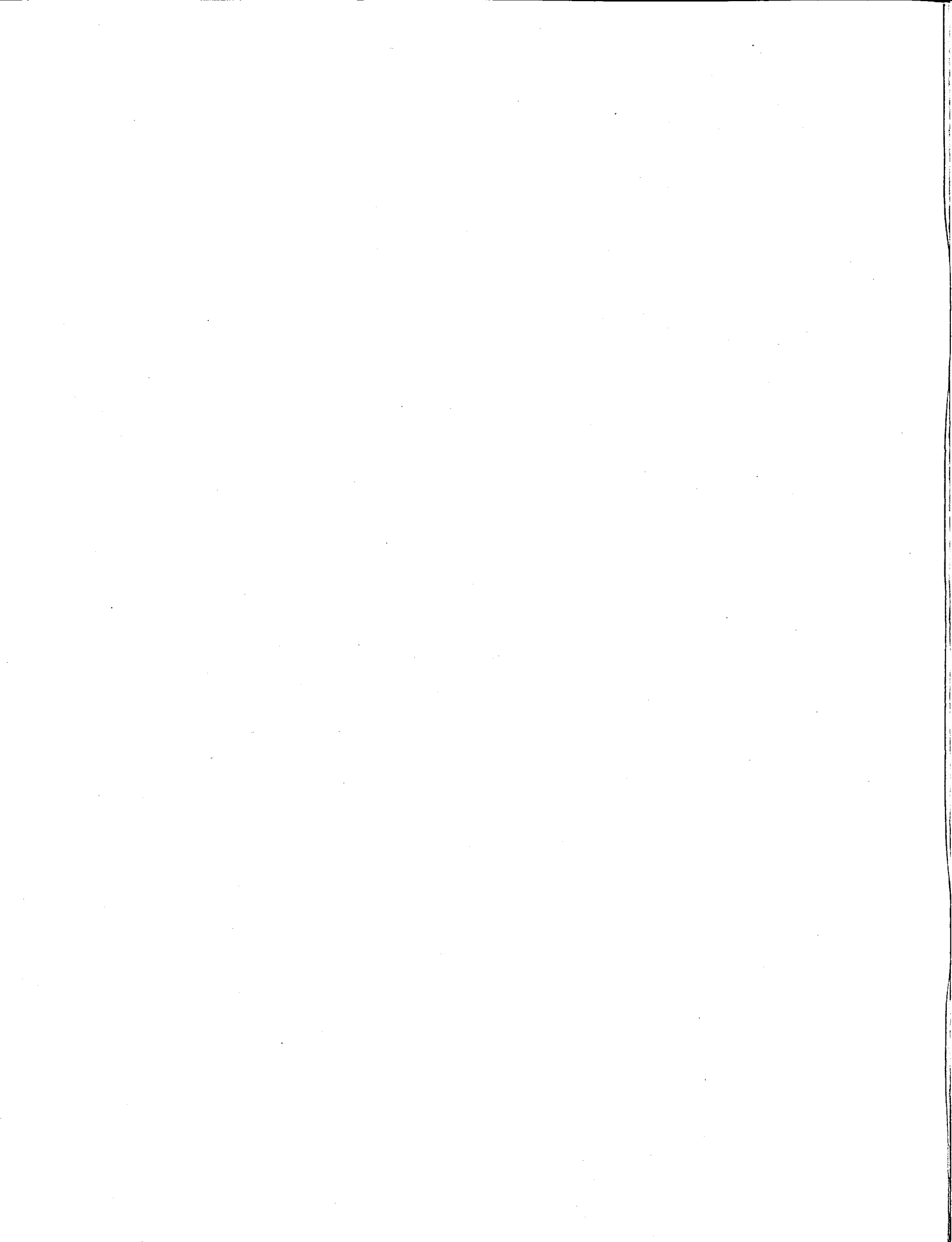
Notices biographiques

Le président du Mexique, M. Vicente Fox 19

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 20



Renseignements généraux



La Conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement

La Conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement, qui se tient à Monterrey (Mexique) en mars 2002, est la première réunion au sommet à se pencher sur les divers facteurs qui influencent le financement du développement. Participeront à cette rencontre des chefs de gouvernement et plus de 300 ministres chargés des finances, du commerce, des affaires étrangères et du développement. Une table ronde ministérielle se déroulera du 18 au 20 mars, tandis que les chefs de gouvernement se réuniront les 21 et 22 mars.

Le Canada reconnaît l'importance de cette conférence des Nations unies, y voyant un moyen de mieux comprendre les facteurs touchant le financement du développement, et d'accroître la cohérence des approches adoptées par les gouvernements et les institutions multilatérales en matière de financement et la coopération dont ils font montre.

Les préparatifs du Sommet de Monterrey

En décembre 1999, l'Assemblée générale des Nations unies acceptait de convoquer une première réunion intergouvernementale de responsables politiques de haut niveau pour aborder les questions nationales, internationales et systémiques liées au financement du développement, et ce, dans le contexte de la mondialisation.

Depuis février 2000, le comité préparatoire à la conférence a tenu cinq séances pour établir l'ordre du jour de la réunion, coordonner les consultations régionales et préparer la déclaration qui sera présentée aux dirigeants pour approbation.

Les six questions clés mises sur la table porteront sur la mobilisation des ressources financières nationales, l'augmentation de l'investissement étranger direct et d'autres sources privées, le rôle du commerce international comme agent du développement, l'augmentation de l'aide financière et technique au développement (aide publique au développement), l'examen de la dette extérieure, et l'amélioration de la cohérence et de l'uniformité des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux.

La Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des représentants de la société civile et du milieu des affaires ont participé activement à la phase préparatoire de cette conférence des Nations unies. L'ampleur de cette participation sera de nature à faire promouvoir la coopération entre les organismes dont les programmes et les

responsabilités se chevauchent et à améliorer la cohérence de leurs travaux. Le Canada a fait pression pour que ces institutions participent pleinement aux préparatifs.

La déclaration préparée à l'intention des dirigeants est connue sous le nom de « consensus de Monterrey ». Une fois adopté, celui-ci sera le premier document exhaustif et multilatéral portant sur les facteurs nationaux et internationaux qui influent sur le financement en faveur du développement. La déclaration énoncera quelles mesures pourront prendre les pays en développement pour créer des conditions propres à financer leur développement, tout en exposant à grands traits les mesures que la communauté internationale pourra soutenir.

Le Canada et le financement du développement

Le Canada a toujours soutenu fermement le développement, et cela de plusieurs façons : aide publique au développement, allègement de la dette, assistance technique dans le domaine du commerce, renforcement des capacités des pays concernés pour tirer avantage de la libéralisation du commerce.

Aide publique au développement

En 2000-2001, le Canada a consacré 2,59 milliards de dollars à l'aide publique au développement (APD). Depuis 1999, le gouvernement canadien a augmenté son budget d'aide internationale de 2,4 milliards de dollars. Dans le cadre du Plan d'action du G8, un montant de 500 millions tiré de cette somme ira à l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, tel que proposé par des dirigeants africains désireux d'assurer le renouvellement de leur continent. Le Plan d'action est en cours d'élaboration en vue du Sommet du G8 à Kananaskis (Alberta) en juin 2002.

Le gouvernement canadien vise également à faire en sorte que ses dépenses en faveur de l'aide au développement soient surtout ciblées sur le développement social. L'Agence canadienne de développement international a récemment revu ses priorités en la matière et redistribuera 2,8 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années selon quatre priorités essentielles : la santé, l'éducation, la protection des enfants et le VIH/sida. En conséquence, le budget quinquennal destiné à la santé a doublé, passant de 152 millions à 305 millions de dollars. Dans les trois autres secteurs, les budgets ont quadruplé, passant de 41 millions à 164 millions (éducation), de 9 millions à 36 millions (protection des enfants), et de 20 millions à 80 millions (VIH/sida).

Allégement de la dette

Le Canada a toujours appuyé fermement le programme d'aide aux pays pauvres très endettés (PPTE) lancé par le G8 en 1996 et administré par le FMI et la Banque mondiale. Le programme en faveur des PPTE vise à réduire à des niveaux acceptables la dette extérieure des pays du monde les plus pauvres et les plus endettés. De plus, ce programme allège substantiellement la dette des pays pauvres fortement endettés qui s'engagent à mettre en œuvre des réformes sociales et économiques majeures et à utiliser les avantages ainsi acquis pour réduire la pauvreté. Le Canada est aussi l'un des architectes de la mise en œuvre du renforcement de l'initiative PPTE, adoptée en 1999, qui a permis d'accélérer, d'élargir et d'amplifier le programme d'allégement de la dette.

- Depuis 1978, le Canada a oblitéré 1,3 milliard de dollars en dettes d'APD pour 46 pays en développement. Ce montant inclut 900 millions en dettes d'APD de 22 pays pauvres très endettés.
- Le Canada a contribué à hauteur de 215 millions de dollars aux fonds fiduciaires en faveur des PPTE au FMI (65 millions) et à la Banque mondiale (150 millions). Il est présentement le troisième donateur en importance du fonds fiduciaire multilatéral en faveur des PPTE à la Banque mondiale, après les États-Unis et les Pays-Bas.
- Le Canada a été l'un des premiers pays du G7 à proposer d'aller au-delà de l'aide en vertu de l'initiative PPTE et d'annuler les dettes bilatérales d'APD et commerciales admissibles des pays pauvres très endettés. Tous les pays du G7 font aujourd'hui de même.
- Le 1^{er} janvier 2001, le Canada a cessé de percevoir les remboursements au titre de la dette de 11 pays pauvres très endettés qui se sont engagés à prendre des mesures correctives dans le cadre du programme en faveur des PPTE (Bénin, Bolivie, Cameroun, Éthiopie, Ghana, Guyana, Honduras, Madagascar, Sénégal, Tanzanie et Zambie).
- La Bolivie et la Tanzanie ont terminé les réformes demandées par le programme en faveur des PPTE. Le Canada a donc annulé la dette de la Bolivie (10 millions de dollars) et est en train de le faire pour la Tanzanie (84 millions).

Assistance technique et renforcement des capacités

Depuis 1991, le Canada a versé 346,5 millions de dollars pour fournir une assistance technique en matière de commerce et renforcer les capacités des pays en développement pour les aider à tirer avantage de la libéralisation du commerce.

Ces contributions comprennent, notamment :

- 1 million de dollars, en 2001, pour appuyer les activités de la Banque mondiale, du FMI, de l'OMC, du Centre du commerce international, de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement ainsi que du Programme des Nations unies pour le développement. Ces organisations aident les pays les moins avancés à recenser leurs priorités commerciales et à intégrer celles-ci dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté. Cette initiative est connue comme le Fonds fiduciaire du cadre intégré en faveur des pays les moins développés;
- 1,9 million de dollars en 2001 pour aider les pays en développement à recourir efficacement au mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Le Canada est membre fondateur du Centre consultatif sur la législation de l'OMC. Les pays en développement qui sont membres de l'organisation, de même que les pays les moins avancés, peuvent y recevoir sans aucuns frais des avis juridiques et une formation appropriée;
- 1,3 million de dollars échelonnés sur deux ans (commençant en 2002) au Fonds fiduciaire mondial de l'OMC et à l'Institut de formation de cette même organisation. Le Fonds fiduciaire mondial est le fruit d'un engagement pris lors de la réunion ministérielle de l'OMC à Doha en 2001. L'objectif du fonds est d'améliorer la capacité de négociation des pays en développement ainsi que des pays les moins avancés, et d'aider ces pays à s'adapter aux règles de l'OMC et à remplir leurs obligations envers l'organisation. L'Institut, d'autre part, offre une formation en matière de planification des politiques commerciales, principalement à l'intention des fonctionnaires des pays les moins avancés;
- 9 millions de dollars au forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), échelonnés sur trois ans (commençant en 2001), pour faciliter son projet de renforcement des capacités. Ce projet doit accroître le potentiel de croissance des économies en développement de l'Asie du Sud-Est qui sont membres de l'APEC. Les fonds serviront à la formation et à l'assistance technique en matière d'élaboration des politiques commerciales, de diffusion de l'information et de soutien à la recherche;
- 4 millions de dollars à la Communauté des Caraïbes (Caricom) pour aider ses membres dans les négociations concernant la Zone de libre-échange des Amériques et l'OMC.

Les relations entre le Canada et le Mexique

Le Canada entretient avec le Mexique des relations plus étendues qu'avec tout autre pays d'Amérique latine. La mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a certes été une priorité, mais il ne s'agit que d'un aspect des relations qui se développent sans cesse entre les deux pays. Le Canada tient, parmi ses principaux objectifs, à établir un partenariat solide avec le Mexique.

Le Canada et le Mexique coopèrent de plus en plus dans des tribunes multilatérales comme l'Organisation des États américains, les Nations unies et le forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) sur des questions telles que les mines terrestres et le trafic illicite de stupéfiants. Le 1^{er} janvier 2002, le Mexique est devenu un membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et a assumé la présidence de l'APEC.

Les deux gouvernements sont fréquemment en contact, et ce, au plus haut niveau. Le premier ministre du Canada a rencontré le président du Mexique à cinq reprises depuis que ce dernier a été élu en juillet 2000. Leur plus récente rencontre a eu lieu à la Réunion des dirigeants économiques de l'APEC en octobre 2001, à Shanghai.

Lors d'une visite du président Fox au Canada en avril 2001, les deux dirigeants ont exposé conjointement le nouveau programme des relations entre le Canada et le Mexique, axé sur une volonté commune de promouvoir la démocratie et une saine gestion des affaires publiques, de consolider la société civile, de protéger l'environnement, de défendre les droits de la personne et de construire la paix et la prospérité dans l'hémisphère et le monde.

Les contacts ministériels ont également été fréquents. Depuis janvier 2001, les ministres canadiens des Affaires étrangères, du Commerce international, du Développement des ressources humaines, des Finances, de la Justice, de la Défense, de l'Agriculture, de la Santé, des Affaires intergouvernementales, des Ressources naturelles, du Patrimoine, de l'Environnement et du Travail ont rencontré leurs homologues mexicains. Il existe également une coopération bilatérale solide entre des organismes indépendants, tant canadiens que mexicains, qui se penchent sur les questions relatives aux droits humains, aux élections et aux peuples autochtones.

Les contacts entre citoyens canadiens et mexicains se sont multipliés au cours des récentes années. Environ 1 million de Canadiens se rendent au Mexique chaque année et 143 000 Mexicains visitent le Canada. Les échanges culturels et universitaires ont également augmenté. On note, entre autres, sept programmes d'études canadiennes dans des universités mexicaines, ainsi qu'un important festival du film canadien à Mexico qui met en vedette dix des meilleurs cinéastes

indépendants. En octobre 2002, le Canada sera à l'honneur au festival international Cervantino, à Guanajuato. Ce festival mettra en valeur diverses facettes de la culture canadienne, qu'il s'agisse de la musique, du théâtre, de la danse, des arts, de la littérature ou du cinéma. Un programme permet également à des travailleurs mexicains de venir au Canada de façon saisonnière, lorsque les ouvriers agricoles sont en grande demande. Ainsi, grâce à cette initiative, les Mexicains forment plus de 50 p. 100 de la main-d'œuvre temporaire au Canada.

Le Mexique, qui désire intensifier son développement économique et social, considère que le Canada est un important partenaire pour parvenir à ses objectifs. Le Canada travaille étroitement avec l'administration mexicaine, désireuse d'établir de meilleures pratiques de gestion des affaires publiques. En 2001, des officiels du gouvernement canadien ont rencontré leurs homologues mexicains pour partager avec eux l'expérience canadienne en analyse des programmes, en planification budgétaire et en législation sur l'accès à l'information. Les deux pays tentent également de collaborer en matière de fédéralisme, de questions autochtones, de programmes sociaux et de développement durable.

Commerce et investissement

Depuis la mise en vigueur de l'ALENA en janvier 1994, les échanges commerciaux canado-mexicains ont augmenté de 20 p. 100 annuellement, faisant du Mexique le plus grand partenaire commercial du Canada en Amérique latine.

En 2001, le Mexique est devenu le sixième marché d'exportation en importance pour le Canada. Le Canada est le deuxième marché d'exportation du Mexique après les États-Unis.

En 2001, les exportations canadiennes se sont élevées à 2,46 milliards de dollars et les importations en provenance du Mexique ont totalisé 12,11 milliards de dollars.

Dans son effort pour promouvoir les intérêts canadiens au Mexique en matière de commerce et d'investissement, le gouvernement canadien a déterminé les priorités sectorielles suivantes : énergie, agroalimentaire, industrie automobile et industries connexes, technologies environnementales et technologies de la communication et de l'information.

Les investissements directs du Canada au Mexique ont atteint 3,2 milliards de dollars en 2000, soit une augmentation de 350 p. 100 depuis 1994. Le secteur manufacturier s'est adjugé la plus grosse part des investissements, talonné par les services financiers et l'industrie minière. Des données préliminaires montrent que la part du marché canadien au Mexique a encore augmenté en 2001. Les investissements mexicains au Canada ont totalisé 132 millions de dollars en 2000.

Le dynamisme commercial qui anime le Mexique place les exportations de ce pays au même rang, approximativement, que l'ensemble des exportations du reste de l'Amérique latine. Cette croissance économique soutenue et une plus grande libéralisation laissent entrevoir toute une gamme de possibilités pour les entreprises canadiennes.

Exportation et Développement Canada, qui a grandement accru sa visibilité sur le marché mexicain, a ouvert un bureau à Mexico en 2000. L'Alberta a aussi annoncé qu'elle prévoyait y installer un bureau; le Québec y a une Délégation générale depuis 1980, et la Saskatchewan, le Manitoba et l'Ontario sont présents sur ce marché.

À l'occasion d'une mission commerciale au Mexique en 2001, le ministre canadien des Ressources naturelles a annoncé la création d'un bureau commercial responsable du changement climatique à l'ambassade du Canada à Mexico. De cette manière, le Canada et le Mexique solidifient encore plus leurs relations et marquent leur intérêt commun en ce domaine. Ce bureau fera la promotion des technologies canadiennes de pointe susceptibles d'aider le Mexique à faire face à ses besoins énergétiques et à résoudre les problèmes liés au changement climatique.

Aide au développement

Bien que le Canada ne dispose d'aucun programme bilatéral d'aide au développement pour le Mexique, il appuie un grand nombre de partenariats entre des organisations et des sociétés canadiennes et mexicaines. Entre 1998-1999 et 2000-2001, le Canada a accordé, en moyenne, plus de 7 millions de dollars par année pour soutenir environ 60 projets de partenariat. Ces initiatives avaient pour but, notamment, d'aider la société civile, d'étudier la faisabilité de l'aménagement des bassins hydrographiques et des programmes de santé en faveur des femmes et des enfants, et d'appuyer les microentreprises dirigées par des femmes autochtones. L'Agence canadienne de développement international a été la source principale de financement pour ces projets, principalement par l'intermédiaire du Programme de coopération industrielle, du Programme de partenariat avec des organisations non gouvernementales, du Programme de partenariats universitaires en coopération et développement et du Fonds canadien d'initiatives locales.

En janvier 1998, le Canada et le Mexique ont signé un accord général de coopération en vue de fournir de l'aide au développement dans des tiers pays. Les deux pays collaborent dans le cadre d'un projet pour soutenir les victimes de mines terrestres au Honduras, au Nicaragua et au El Salvador. La contribution du Canada est de 3,5 millions de dollars.

MEXIQUE

Capitale : Mexico

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 972 550 km²

Langue principale

Espagnol (officielle)

Principaux groupes religieux

Catholiques (89 %), protestants (6 %)

Pays environnants

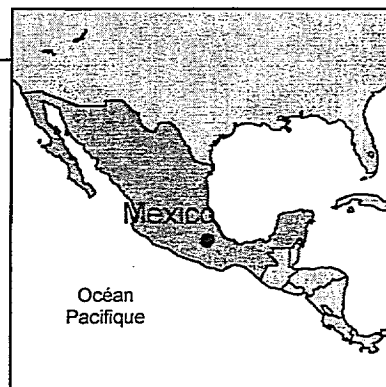
Belize, États-Unis, Guatemala

Population

97,5 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

1,8 % (1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés

Dirigeant

Le président Vicente Fox

Ministre des Affaires étrangères

M. Jorge G. Castañeda

Ministre de l'Économie

M. Luís Ernesto Derbez

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Mexique se classe 51^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

620,2 milliards de dollars américains (est. 2001)

Taux d'inflation

6,5 % (est. 2001)

Taux de croissance du PIB

-0,9 % (est. 2001)

Taux de chômage

3 % (est. 2001)

PIB par habitant

5 853 \$US (2000)

Principales exportations

Machines électriques, véhicules motorisés, machines, pétrole, produits pétroliers

Principales importations

Machines électriques, machines, véhicules motorisés, plastique, produits en fer et produits en acier

Principales exportations vers le Canada

12,11 milliards de dollars (2001), en matériel électrique, véhicules motorisés, meubles et literie, pétrole, matériel optique, légumes, fruits et noix, produits en fer et produits en acier, fer et acier, articles tissés, verre et verrerie, articles tricotés, boissons, revêtements de sol textiles

Principales importations en provenance du Canada

2,46 milliards de dollars (2001), en véhicules et pièces, grains, semences et fruits, céréales, machines, machines électriques, produits chimiques, produits laitiers, œufs, miel, sel, soufre, pâte de bois, tissu, caoutchouc, matières plastiques, fer et acier

Représentant du Canada

M. Keith Christie, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Calle Schiller No. 529 (Rincón Del Bosque), Colonia Polanco 11560, México, D.F.

Téléphone : (011-52-5) 724-7900; télécopieur : (011-52-5) 724-7980; site Web : www.canada.org.mx

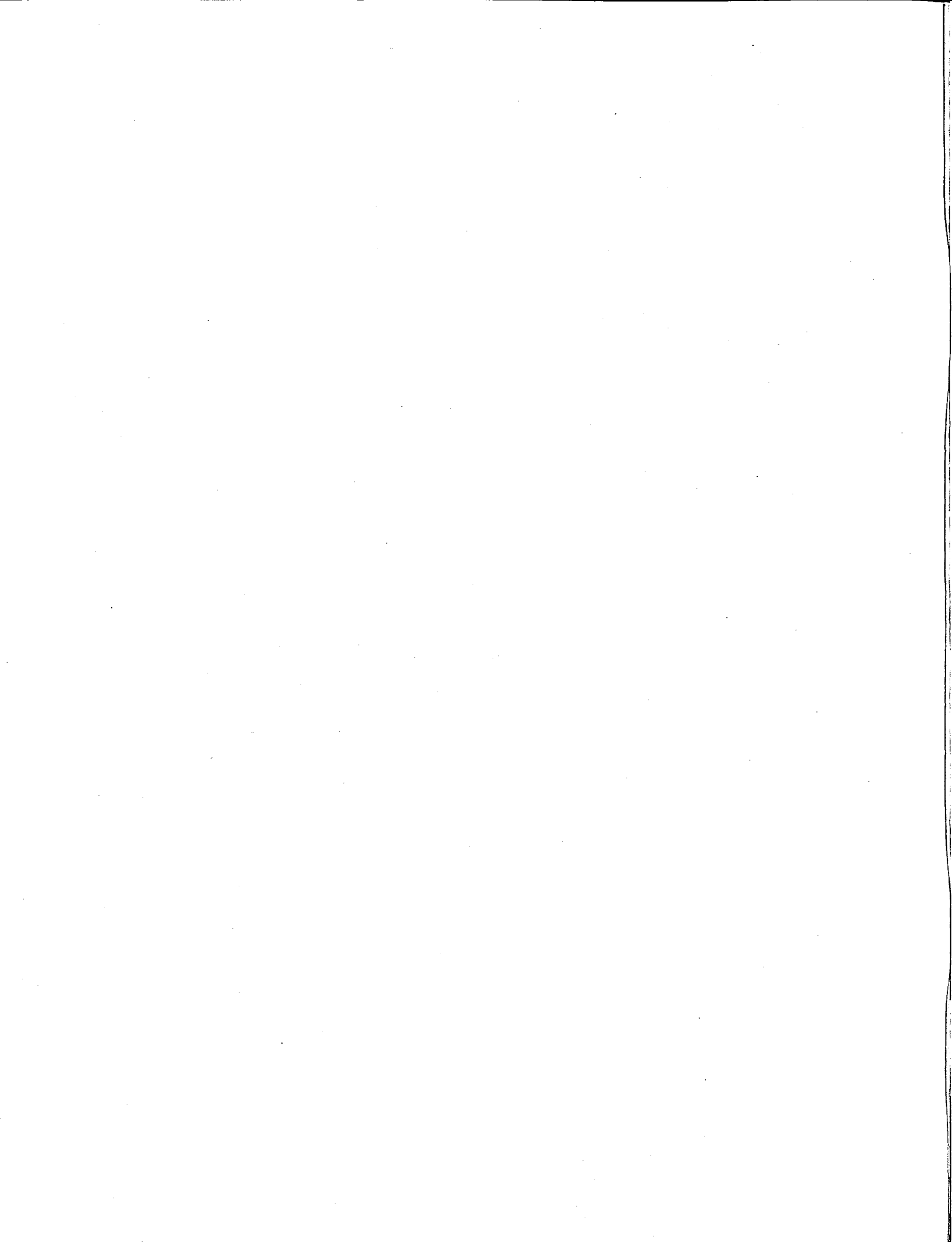
Monterrey

Monterrey est la capitale de l'État du Nuevo León. La ville a été fondée en 1596, dans une vallée proche de la Sierra Madre orientale et du célèbre pic, le Cerro de la Silla.

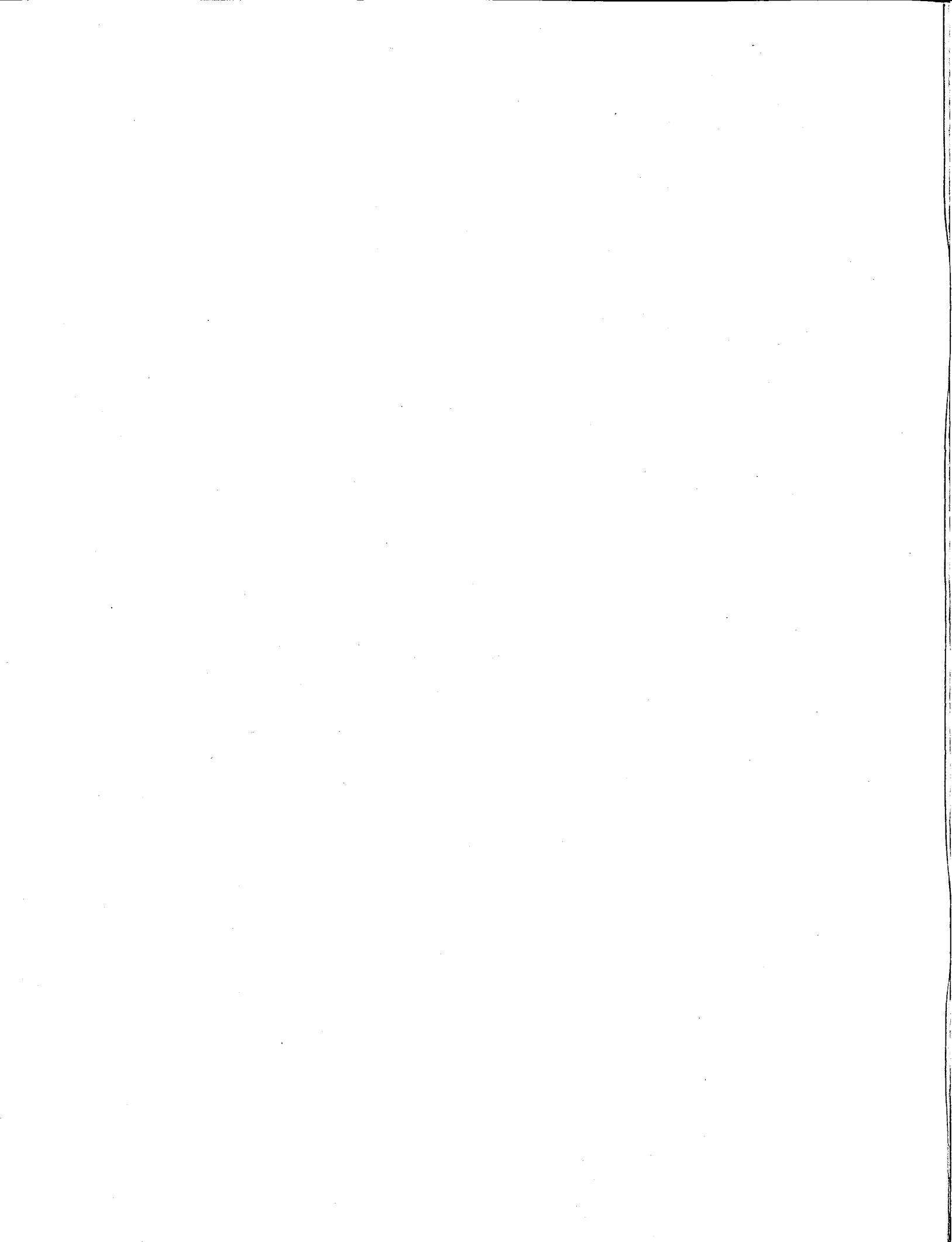
Considérée comme le pôle industriel du Mexique, Monterrey compte environ 10 000 industries actives dans les domaines suivants : alimentation, brasserie, tabac, verre, ciment, acier, produits chimiques, équipement et machines.

L'État du Nuevo León se signale également par son développement commercial, et Monterrey s'enorgueillit de 25 000 entreprises.

Monterrey est le plus important centre du pays en matière d'éducation. La ville compte un institut technique de réputation internationale ainsi que trois universités.



Notices biographiques



Le président du Mexique, M. Vicente Fox

M. Vicente Fox Quesada est né à Mexico le 2 juillet 1942. Il a fait des études en administration des affaires à l'Université Ibéroaméricaine et a obtenu un diplôme en gestion de la Harvard Business School.

M. Fox a été président de Coca-Cola pour le Mexique et l'Amérique latine, administrateur de la Mexican-American Chamber of Commerce et directeur d'un groupe d'entreprises œuvrant dans les secteurs de l'agriculture et de la fabrication.

Après avoir joint les rangs du Parti de l'action nationale, M. Fox a été élu au Congrès en 1988. Il est devenu gouverneur de l'État du Guanajuato en 1995. Il a été élu président du Mexique le 2 juillet 2000 et est entré en fonction le 1^{er} décembre suivant.

M. Fox a récemment épousé Marta Sahagún Jiménez. Il a quatre enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'Opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu porte-parole pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'Opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de novembre 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

doc
CA1
EA
2002P16
EXF
cop1

.63700203 (E)
.63700215 (F)



**Participation
by Prime Minister Jean Chrétien
in the
United Nations
International Conference on
Financing for Development**

Monterrey, Mexico

March 20–22, 2002

Background Information

Canada



*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- United Nations International Conference on Financing for Development 7
- Canada-Mexico Relations 11
- Mexico (fact sheet) 14
- Monterrey 15

Biographies

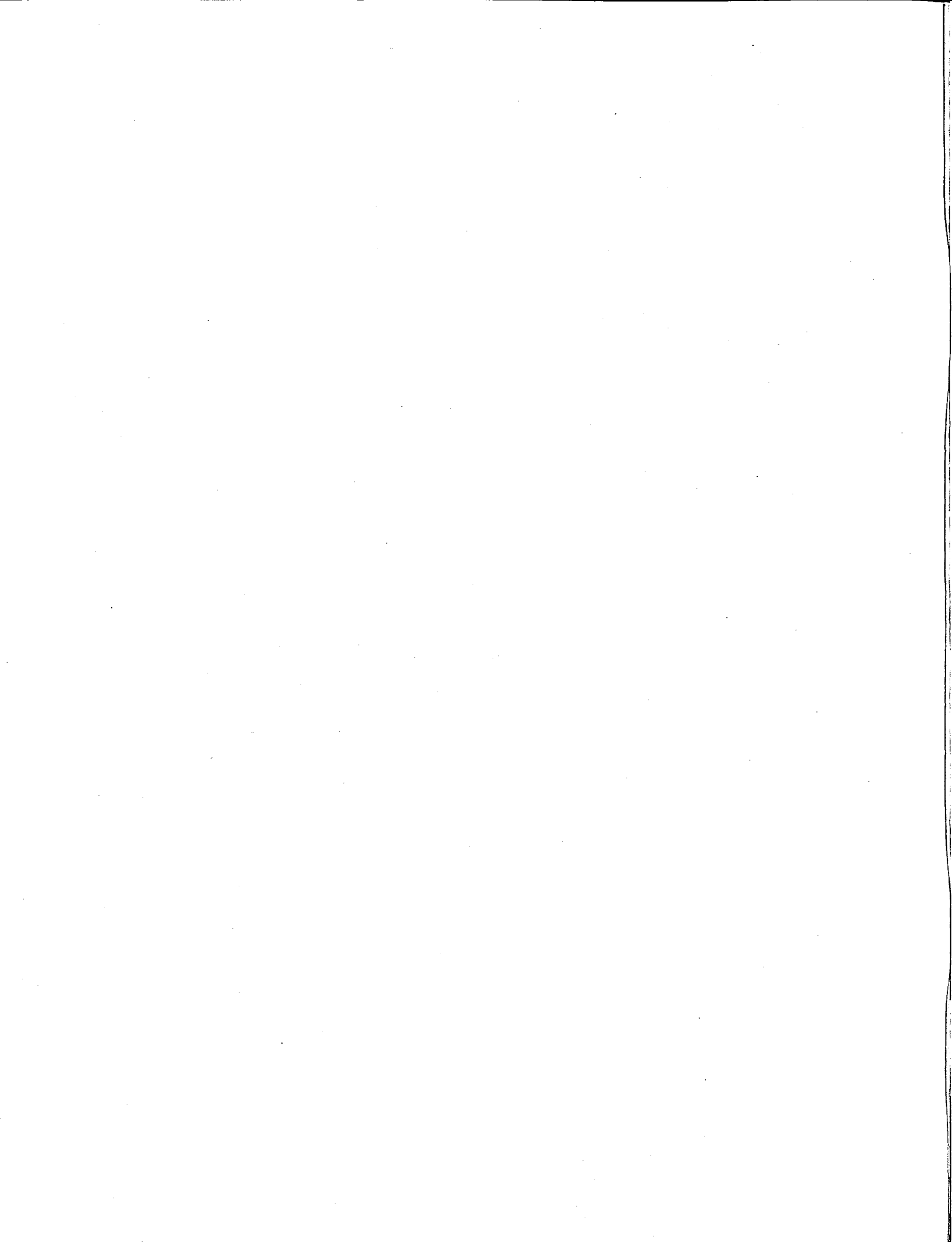
- Vicente Fox, President of Mexico 19
- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 20

16381899 (e) b3700203
 16381900 (e) b3700215

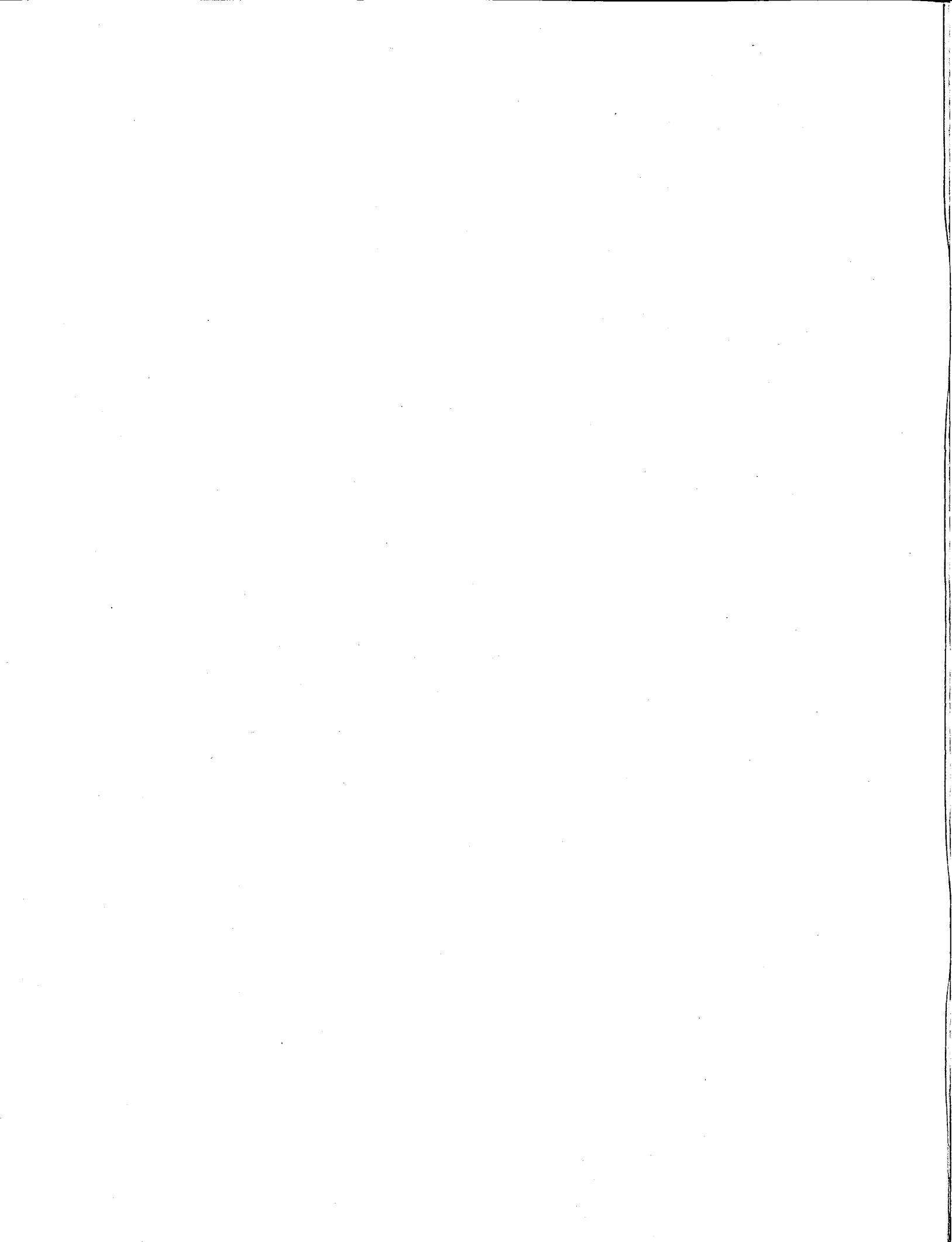
Dept. of Foreign Affairs
 Min. des Affaires étrangères

JUN 24 2004

Return to Departmental Library
 Retourner à la bibliothèque du Ministère



General Information



United Nations International Conference on Financing for Development

The March 2002 United Nations International Conference on Financing for Development, in Monterrey, Mexico, will be the first summit-level meeting to focus on the diverse factors affecting financing for development. Delegates will include heads of government and more than 300 ministers of finance, trade, foreign affairs, and development. Ministers will hold round-table talks from March 18 to 20, and heads of government will meet on March 21 and 22.

Canada recognizes the importance of this UN Conference as a way to foster understanding and focus attention on the factors affecting financing for development and to increase the coherence and co-operation in the approaches of governments and multilateral institutions to financing.

The road to Monterrey

In December 1999, the United Nations General Assembly agreed to convene for the first time a high-level intergovernmental meeting of political decision makers to address national, international, and systemic issues related to financing for development, taking into account globalization.

Since February 2000, the conference's preparatory committee has met five times to prepare the agenda, co-ordinate regional consultations, and develop a statement to be presented for leaders' approval.

The six key areas identified for discussion are mobilizing domestic financial resources; increasing foreign direct investment and other private flows; international trade as an engine for development; increasing financial and technical assistance for development (official development assistance); examining external debt; and enhancing the coherence and consistency of international monetary, financial, and trading systems.

The World Bank, the International Monetary Fund, the World Trade Organization, as well as representatives of civil society and the business sector, have actively participated in the preparations for this UN conference. This unique level of involvement aims to increase co-operation and coherence between bodies with over-lapping programs and responsibilities. Canada was instrumental in pressing for full participation by these institutions.

The statement prepared for leaders consideration is known as the Monterrey Consensus and, when adopted, will represent the first comprehensive, multilateral statement of the domestic and international factors affecting financing for

development. It will provide a blueprint for actions that developing countries can take to create conditions conducive to financing their development and outline how the international community can support these actions.

Canada and financing for development

Canada has traditionally supported development in a number of ways, including official development assistance, debt relief, and trade-related technical assistance and capacity building to help countries benefit from trade liberalization.

Official Development Assistance

Canada's official development assistance spending in 2000–01 amounts to \$2.59 billion. Since 1999, the Government of Canada has increased its budget for international assistance by \$2.4 billion. This includes \$500 million to support the objectives of the New Partnership for Africa's Development, a proposal by African leaders for the renewal of their continent, through implementation of the G8 Action Plan. The action plan is being developed for the G8 Summit in Kananaskis, Alberta, in June 2002.

The Government of Canada is also targeting the spending of development assistance funds to focus more specifically on social development. The Canadian International Development Agency recently reviewed its social development priorities and will target \$2.8 billion over the next five years to four key areas: health, education, child protection and HIV/AIDS. As a result, the budget over five years for health will double from \$152 million to \$305 million; education will quadruple from \$41 million to \$164 million; child protection will quadruple from \$9 million to \$36 million and HIV/AIDS will quadruple from \$20 million to \$80 million.

Debt Relief

Canada has been a strong supporter of the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) debt relief program initiated by the G8 in 1996 and administered by the IMF and the World Bank. The HIPC program aims to reduce the external debt of the world's poorest, most heavily indebted countries to sustainable levels. It provides substantial debt relief to poor, heavily indebted countries that undertake to implement critical social and economic reforms and use the benefits of debt relief to reduce poverty. Canada was one of the architects of the 1999 enhancements to the HIPC initiative, which allowed for faster, broader, and deeper debt relief.

- Canada has forgiven \$1.3 billion in ODA debts owed by 46 developing countries since 1978. This includes \$900 million in ODA debt owed by 22 HIPC countries.

- Canada has contributed \$215 million to HIPC trust funds at the IMF (\$65 million) and the World Bank (\$150 million). Canada is currently the third-largest bilateral donor to the multilateral HIPC trust fund at the World Bank, after the United States and the Netherlands.
- Canada was one of the first G-7 countries to propose that the G7 go beyond the assistance offered by the HIPC initiative and cancel all bilateral official development assistance and eligible commercial claims owed to them by HIPC countries. All G-7 countries now do so.
- On Jan. 1, 2001, Canada stopped collecting debt payments from 11 HIPC countries who have committed to reform under the HIPC program. These countries are Benin, Bolivia, Cameroon, Ethiopia, Ghana, Guyana, Honduras, Madagascar, Senegal, Tanzania, and Zambia.
- Bolivia and Tanzania have completed the HIPC process of reform. As a result, Canada cancelled Bolivia's \$10-million debt and is cancelling Tanzania's \$84-million debt.

Technical Assistance and Capacity Building

Since 1991, Canada has provided \$346.5 million to support trade-related technical assistance and capacity building in developing countries to help these countries benefit from trade liberalization.

Contributions include

- \$1 million in 2001 to support the activities of the World Bank, the IMF, the WTO, the International Trade Centre, the UN Conference on Trade and Development and the UN Development Programme in assisting least developed countries identify trade priorities and integrate these into their poverty reduction strategies. This initiative is known as the Integrated Framework Trust Fund for Least Developed Countries.
- \$1.9 million in 2001 to help developing countries make effective use of the dispute settlement mechanisms of the WTO. Canada is a founding member of the Advisory Centre on WTO Law, where developing country members of the WTO, and all least developed countries, can receive free legal advice and training.
- \$1.3 million, over two years starting in 2002, to the WTO's Global Trust Fund and Training Institute. The Global Trust Fund is a specific commitment made at the WTO ministerial in Doha in 2001 to help enhance the negotiating capacity of developing countries and least developed countries and to help these countries adjust to WTO rules and

implement their WTO obligations. The WTO Training Institute provides trade policy planning training, particularly for officials from least developed countries.

- \$9 million over three years starting in 2001 to the Asia-Pacific Economic Cooperation forum to assist in its capacity-building project. This project is designed to help improve the growth prospects of developing economies in Southeast Asia that are members of APEC. The funds will be channelled into training and technical assistance toward trade policy development, information exchange, and research support.
- \$4 million to the Caribbean Community (Caricom) to assist its members in Free Trade Area of the Americas and WTO negotiations.

Canada–Mexico Relations

Canada has a broader relationship with Mexico than with any other Latin American country. Implementing the North American Free Trade Agreement has been a priority but is only one aspect of the expanding relationship. A stronger partnership with Mexico is an important Canadian objective.

In multilateral forums, including the Organization of American States, the United Nations, and the Asia–Pacific Economic Cooperation forum, Canada and Mexico co-operate increasingly in a range of areas, such as landmines and illicit drug trafficking. On Jan. 1, 2002, Mexico became a non-permanent member of the UN Security Council and assumed the chair of APEC.

Frequent contact between the two governments is maintained at the highest level. Canada's Prime Minister has met five times with Mexico's President since the latter was elected in July 2000. The most recent meeting was at the APEC Economic Leaders' Meeting in Shanghai in October 2001.

During President Fox's state visit to Canada in April 2001, the two leaders issued a joint statement outlining their new agenda for Canada–Mexico relations, which focuses on shared commitment to promoting democracy and good government, strengthening civil society, protecting the environment, defending human rights, and building peace and prosperity within the hemisphere and around the world.

Ministerial contact has also been frequent. Since January 2001, Canadian ministers of Foreign Affairs, International Trade, Human Resources Development, Finance, Justice, Defence, Agriculture, Health, Inter-Governmental Affairs, Natural Resources, Canadian Heritage, Environment, and Labour have each met their Mexican counterparts. There is also strong co-operation between Canadian and Mexican independent institutions dealing with such issues as human rights, elections, and indigenous peoples.

Contact between Canadian and Mexican citizens has increased in recent years. About a million Canadians visit Mexico annually and 143,000 Mexicans visit Canada. Cultural and academic exchanges have expanded, including seven Canadian studies programs in Mexican universities and a major Canadian film festival in Mexico City featuring 10 leading independent filmmakers. In October 2002, Canada will be the Country of Honour at the International Cervantino Festival in Guanajuato, Mexico. The festival will showcase Canadian culture through music, theatre, dance, art, literature, and film. A program also allows Mexican workers to enter Canada during seasons when agricultural workers are in short supply. As a result of this program, Mexicans make up more than 50 per cent of temporary workers in Canada.

Mexico aims to improve its economic and social development and considers Canada a valuable partner in these objectives. Canada is working closely with the Mexican administration as it seeks to establish better practices for good governance. In 2001, senior Canadian officials met with their Mexican counterparts to share Canadian experiences with program review, budgeting and access to information legislation. The two countries are also working on ways to co-operate on federalism, indigenous issues, social programming, and sustainable development.

Trade and investment

Since NAFTA came into effect in January 1994, two-way trade flows between Canada and Mexico have expanded by 20 per cent annually, making Mexico Canada's largest trading partner in Latin America.

In 2001, Mexico became Canada's sixth largest export market. Canada is Mexico's second largest export market, after the United States.

In 2001, Canadian merchandise exports reached \$2.46 billion and merchandise imports from Mexico totalled \$12.11 billion.

The Canadian government has designated priority sectors of interest for promoting Canadian trade and investment interests in Mexico. These include energy, agri-food, automotive and auto-related industries as well as environmental, information and communications technologies.

Canadian direct investment in Mexico reached \$3.2 billion in 2000, a 3.5-times increase since 1994. Manufacturing has attracted the most investment, followed by financial services and mining. Preliminary figures show that Canadian market share in Mexico increased again in 2001. Mexican investment in Canada was \$132 million in 2000.

With Mexico's remarkable trade drive, the country's exports now approximate those of the rest of Latin America combined. Sustained economic growth and further liberalization are creating a range of opportunities for Canadian companies.

Export Development Canada has greatly increased exposure in the market and opened an office in Mexico City in 2000. Alberta has announced plans to establish an office, and Quebec has had a Délégation Général in Mexico City since 1980. Saskatchewan, Manitoba and Ontario are also active in the market.

During a trade mission to Mexico in 2001, the Canadian Minister of Natural Resources announced that a climate-change trade office would be added to the Canadian embassy in Mexico City. The office is an indication of the increasingly strong ties between Canada and Mexico and their common interest in this area. The office will promote leading-edge Canadian technologies that could help Mexico address its energy needs and climate-change issues.

Development assistance

Although Canada has no direct government-to-government development assistance program in Mexico, Canada supports a wide range of partnerships between Canadian and Mexican organizations and businesses. Between 1998–99 and 2000–01, Canada has provided, on average, over \$7 million per year for roughly 60 partnership projects. Projects have included those aimed at enhancing civil society; conducting feasibility studies on such issues as watershed management, and health programs for infants and women; and supporting very small businesses for indigenous women. The Canadian International Development Agency has been the primary funding channel for these projects, mainly through the Industrial Co-operation Program, the Partnership Program with non-governmental organizations, the University Partnership in Co-operation and Development Program, and the Canada Fund for Local Initiatives

In January 1998, Canada and Mexico signed a general co-operation agreement for development assistance activities in third countries. Canada and Mexico are collaborating on a project to support victims of landmines in Honduras, Nicaragua and El Salvador. CIDA's contribution is \$3.5 million.

MEXICO

Capital: Mexico City

GEODATA

Area

1,972,550 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious groups

Roman Catholic (89%),

Protestant (6%)

Surrounding countries

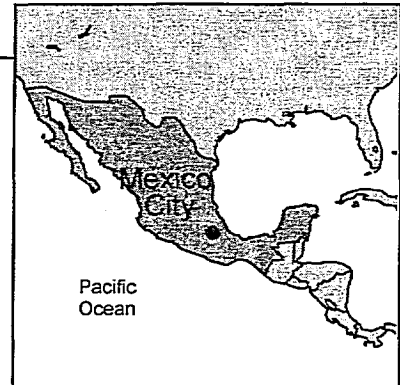
Belize, Guatemala, United States

Population

97.5 million (2000)

Population growth rate

1.8% (1999)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies

Leader

President Vicente Fox

Minister of Foreign Affairs

Jorge G. Castañeda

Minister of the Economy

Luis Ernesto Derbez

UN Human Development Index (2001)

Mexico ranks 51st among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$620.2 billion US (2001 est.)

GDP growth rate

-0.9% (2001)

GDP per capita

\$5,853 US (2000)

Main exports

Electrical machinery, motor vehicles, machinery, petroleum, petroleum products

Main imports

Electrical machinery, machinery, motor vehicles, plastic, iron and steel products

Main exports to Canada

\$12.11 billion (2001), including electrical machinery, motor vehicles, furniture and bedding, oil, optical equipment, vegetables, fruit and nuts, iron and steel products, iron and steel, woven apparel, glass and glassware, knit apparel, beverages, textile floor coverings

Main imports from Canada

\$2.46 billion (2001), including motor vehicles and parts, grain seeds, fruit and cereals, machinery, electrical machinery, chemical products, dairy, eggs, honey, salt, sulphur, wood pulp, fabrics, rubber, plastic, iron and steel

Canadian Representative

Keith Christie, Ambassador, The Canadian Embassy

Calle Schiller No. 529 (Rincón Del Bosque), Colonia Polanco 11560, México, D.F.

Phone: (011-52-5) 724-7900, Fax: (011-52-5) 724-7980, Web site: www.canada.org.mx

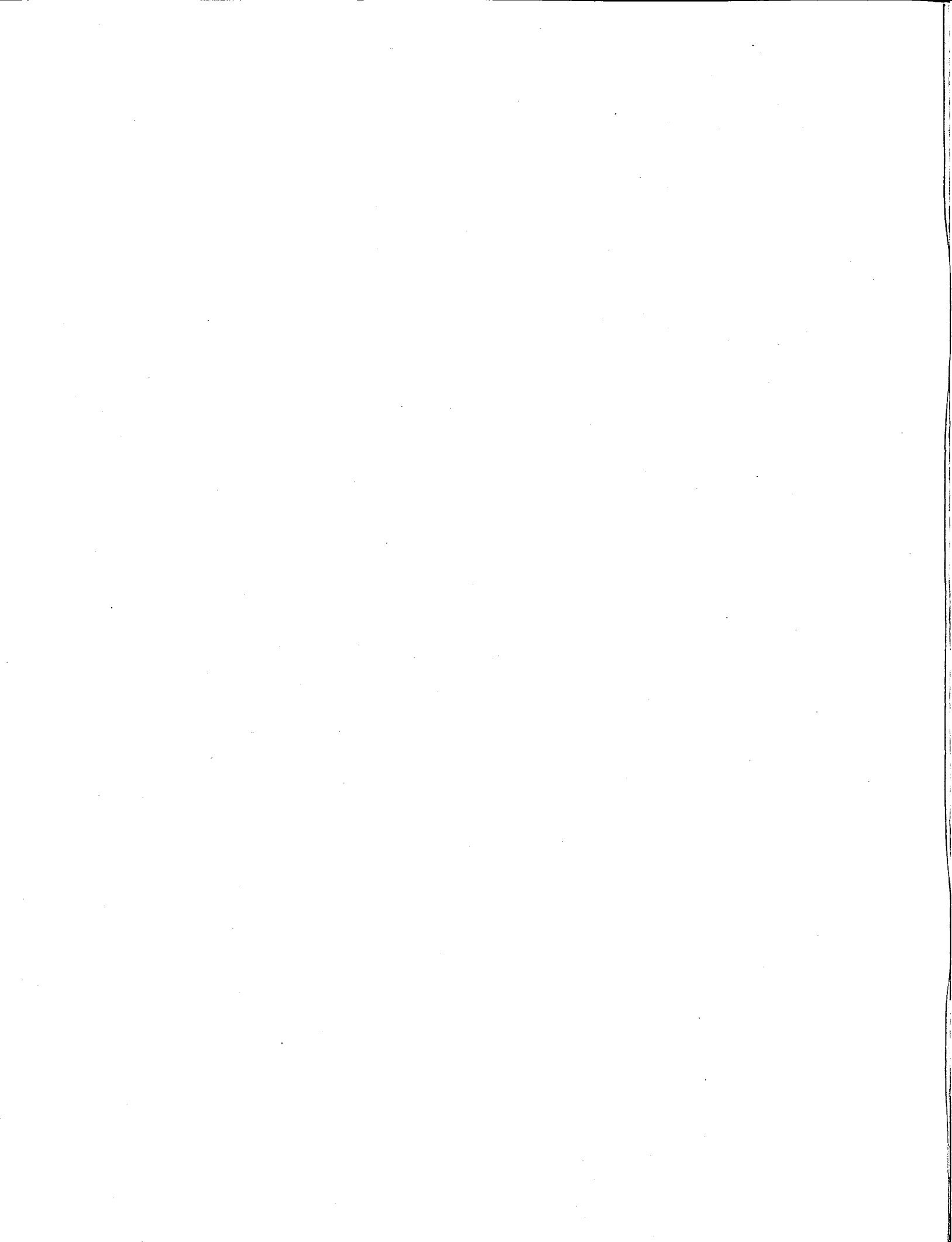
Monterrey

Monterrey is the capital of the state of Nuevo León. It was founded in 1596 in a valley near the Sierra Madre Oriental mountains, adjacent to a famous peak, the Cerro de la Silla.

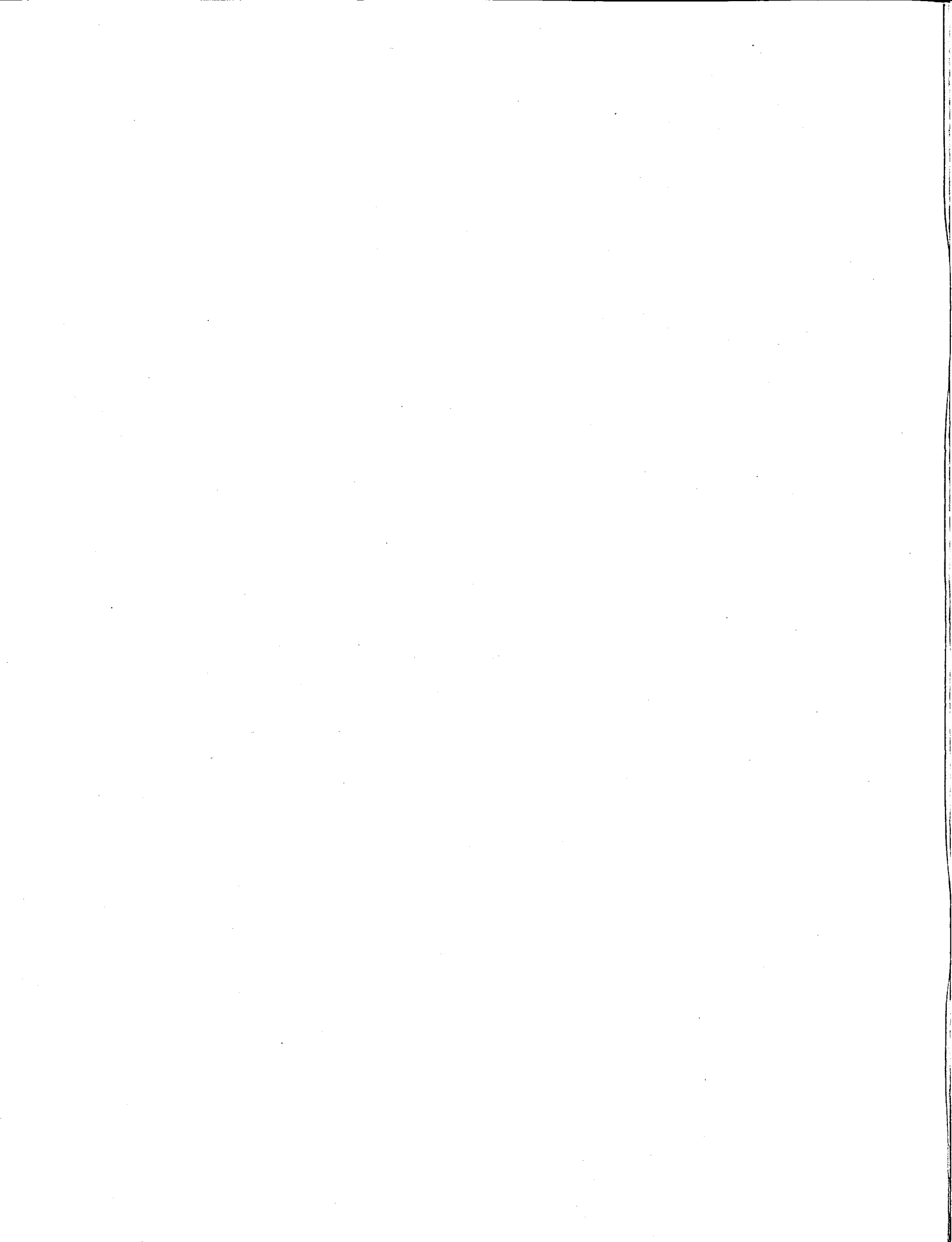
Considered the industrial hub of Mexico, Monterrey is home to about 10,000 industries producing a variety of goods, including food, beer, tobacco, glass, cement, steel, chemical products, equipment, and machinery.

The state of Nuevo León is noted for its commercial development and, in Monterrey, there are 25,000 businesses.

Mexico's major education centre, Monterrey is the site of an internationally renowned technology institute and three universities.



Biographies



Vicente Fox

President of Mexico

Vicente Fox Quesada was born on July 2, 1942, in Mexico City. He studied business administration at Ibero-American University and received a diploma in management from Harvard Business School.

Mr. Fox has been president of Coca-Cola Group for Mexico and Latin America, an official of the Mexican-American Chamber of Commerce, and director of a group of companies involved in agriculture and manufacturing.

After joining the National Action Party, Mr. Fox was elected to Congress in 1988. In 1995, he became the Governor of the state of Guanajuato. He was elected President of Mexico on July 2, 2000, and took office on Dec. 1.

Mr. Fox recently married Marta Sahagún Jiménez. He has four children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.